

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2016/29140]

10 MAART 2016. — Decreet betreffende de terbeschikkingstelling aan de Regering van de Franse Gemeenschap van de personeelsleden afkomstig uit het Fonds voor Collectieve Uitrustingen en Diensten bij het Federaal Agentschap voor de Kinderbijslag, naar de Franse Gemeenschap in het kader van de Zesde Staatshervorming

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. De personeelsleden afkomstig uit het Fonds voor Collectieve Uitrustingen en Diensten bij het Federaal Agentschap voor de Kinderbijslag en overgedragen naar de Franse Gemeenschap ter uitvoering van artikel 26septies van de wet van 13 maart 1991 betreffende de afschaffing of de herstructurering van instellingen van openbaar nut en andere overheidsdiensten, worden ter beschikking gesteld aan de Regering van de Franse Gemeenschap.

Art. 2. De Regering van de Franse Gemeenschap integreert de personeelsleden die ter beschikking bij dit besluit gesteld worden aan de « Office de la Naissance et de l'Enfance ».

Art. 3. Dit decreet heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2015.

Brussel, 10 maart 2016.

De Minister-President,
Rudy DEMOTTE

De Vice-Presidenten en Minister van Onderwijs, Cultuur en Kind,
Joëlle MILQUET

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,
Jean-Claude MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen en Promotie van Brussel,
Rachid MADRANE

De Minister van Sport,
René COLLIN

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
André FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
Isabelle SIMONIS

—
Nota

Zitting 2015-2016

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 243-1. - Verslag nr. 243-2.

Integraal verslag.- Bespreking en aanneming.- Vergadering van 9 maart 2016.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2016/29141]

10 MARS 2016. — Décret instituant le Comité Femmes et Sciences

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE I. — Généralités

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° « ARES » : l'Académie de Recherche et d'Enseignement Supérieur visée à l'article 18 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études ;

2° « Administration » : au sein du Ministère de la Communauté française, la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique et la Direction de l'Égalité des Chances ;

3° « Comité » : le Comité Femmes et Sciences institué en application de l'article 2 du présent décret ;

4° « F.R.S.-FNRS » : le Fonds de la Recherche scientifique visé par le décret du 17 juillet 2013 relatif au financement de la Recherche par le Fonds national de la recherche scientifique;

5° « Groupe d'Helsinki » : le groupe mis en place afin de promouvoir la participation des femmes dans la science en Europe instauré par la résolution du conseil du 20 mai 1999 (1999/C 201/01) et la communication de la commission du 17 février 1999, "Femmes et sciences" : mobiliser les femmes pour enrichir la recherche européenne ;

6° « Ministres compétents » : les ministres de la Communauté française qui ont l'Enseignement supérieur, la Recherche, les Droits des femmes et l'Égalité des chances dans leurs attributions ;

7° « Personne Contact Genre » : la personne désignée par une université de la Communauté française ou par le F.R.S.-FNRS qui a en charge la question du genre au sein de son institution ;

8° « Université » : une université visée à l'article 10 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études.

CHAPITRE II. — *Le Comité Femmes et Sciences*

Section 1. — Objet et Missions

Art. 2. Il est institué auprès du Gouvernement un Comité Femmes et Sciences.

Art. 3. Le Comité Femmes et Sciences a pour objectif de promouvoir et d'améliorer la participation équilibrée des femmes et des hommes aux carrières scientifiques et académiques.

Art. 4. Le Comité a pour missions de :

1° formuler des avis et recommandations sur toutes questions afférentes à l'égalité des femmes et des hommes dans le domaine scientifique et académique, d'initiative ou à la demande de tout membre du Gouvernement de la Communauté française ;

2° assurer l'échange d'informations et la diffusion de bonnes pratiques entre les universités, le F.R.S.-FNRS, l'administration telle que définie à l'article 1^{er} et les Ministres compétents concernant l'égalité des femmes et des hommes dans les carrières académiques et la recherche scientifique ;

3° faciliter la mise en œuvre des recommandations de la Commission européenne du 11 mars 2005 concernant la charte européenne du chercheur et un code de conduite pour le recrutement des chercheurs en matière d'Égalité Hommes-Femmes ;

4° participer à la définition des prises de positions de la délégation de la Communauté française auprès du groupe d'Helsinki.

Art. 5. Dans le cadre de ses missions, le Comité peut créer des groupes de travail spécialisés. Ces groupes de travail se pencheront sur des thématiques particulières et pourront associer des experts externes et, le cas échéant, les Personnes Contact Genre, des représentants des Hautes Écoles ou des syndicats.

Section 2. — Composition

Art. 6. § 1^{er}. Le Comité est composé comme suit:

1° chaque université propose deux membres dont au moins l'un est membre du personnel académique tel que défini à l'article 15, § 1^{er}, 52°, du décret du 7 novembre 2013 précité ;

2° le F.R.S.-FNRS propose deux membres ;

3° l'ARES propose deux membres n'appartenant pas à une université ;

4° chaque direction de l'administration telle que définie à l'article 1^{er} propose deux membres ;

5° chaque Ministre compétent propose un membre. Si un Ministre possède plusieurs de ces compétences, seul un membre sera proposé pour l'ensemble des compétences concernées.

§ 2. Le Gouvernement désigne les membres du Comité sur base des propositions faites par les institutions citées à l'article 6, § 1^{er}.

§ 3. Les membres visés au § 1^{er}, 1° à 3°, sont désignés pour une durée de 4 années, renouvelable une fois. Les membres visés au § 1^{er}, 5°, sont renouvelés en début de législature.

Section 3. — Fonctionnement

Art. 7. § 1^{er}. Le Comité adopte son règlement d'ordre intérieur à la majorité des membres présents dans les trois mois de son installation.

§ 2. Le règlement d'ordre intérieur prévoit, notamment, les points suivants :

1° la désignation de la présidence au sein des membres des universités ;

2° la désignation du secrétariat ;

3° la préparation des réunions par la présidence et le secrétariat ;

4° le nombre minimal de réunions par an, qui ne peut être inférieur à trois ;

5° la rédaction d'un procès-verbal des débats tenus lors de chaque réunion ;

6° le mode de transmission des documents aux membres ;

7° la procédure de convocation des réunions.

§ 3. Le Comité informe les Ministres compétents de son règlement intérieur, ainsi que de toute modification ultérieure qu'il entend y apporter.

Art. 8. L'ARES accueille le Comité en son sein. L'Administrateur de l'ARES ou son représentant en assure le secrétariat et la publicité des décisions prises.

Art. 9. Les décisions, positions et avis du Comité Femmes et Sciences sont pris de manière collégiale au consensus.

Section 4. — Disposition finale

Art. 10. Le présent décret entre en vigueur le premier avril 2016.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 10 mars 2016.

Le Ministre-Président,
Rudy DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Éducation, de la Culture et de l'Enfance,
Joëlle MILQUET

Le Vice-Président, Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,
Jean-Claude MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de justice et de la Promotion de Bruxelles,
Rachid MADRANE

Le Ministre des Sports,
René COLLIN

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
André FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des femmes
et de l'Égalité des chances,
Isabelle SIMONIS

—
Note

Session 2015-2016 :

Documents du Parlement. — *Projet de décret*, n°241-1. — *Rapport*, n°241-2.

Compte-rendu intégral. — *Discussion et adoption.* — *Séance du 9 mars 2016.*

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2016/29141]

10 MAART 2016. — Decreet tot instelling van het Comité Vrouwen en Wetenschap

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet, wordt verstaan onder :

1° "ARES" : de "Académie de Recherche et d'Enseignement Supérieur" (Academie Onderzoek en Hoger Onderwijs) bedoeld in artikel 18 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;

2° "Administratie" : binnen het Ministerie van de Franse Gemeenschap, de algemene directie niet verplicht onderwijs en wetenschappelijk onderzoek en de directie gelijke kansen;

3° "Comité" : het Comité Vrouwen en Wetenschappen, ingesteld met toepassing van artikel 2 van dit decreet;

4° "F.R.S.-FNRS" : het "Fonds de la recherche Scientifique", bedoeld bij het decreet van 17 juli 2013 betreffende de financiering van het onderzoek door het "Fonds national de la Recherche scientifique";

5° "Groep van Helsinki" : de groep die werd opgericht om de deelneming van vrouwen aan wetenschap in Europa te bevorderen, ingesteld bij de resolutie van de Raad van 20 mei 1999 (1999/C 201/01) en bij de mededeling van de Commissie van 17 februari 1999, getiteld "Vrouwen en wetenschap": vrouwen mobiliseren om het wetenschappelijk onderzoek in Europa te verrijken;

6° "Bevoegde ministers" : de ministers van de Franse Gemeenschap bevoegd voor het hoger onderwijs, onderzoek, de rechten van de vrouw en gelijke kansen;

7° "Contactpersoon Gender" : de persoon, aangewezen door een universiteit van de Franse Gemeenschap of door het "F.R.S.-FNRS", die belast wordt met de genderproblematiek binnen zijn instelling;

8° "Universiteit" : een universiteit bedoeld in artikel 10 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies.

HOOFDSTUK II. — *Comité Vrouwen en Wetenschap**Afdeling 1. — Doel en opdrachten*

Art. 2. Bij de Regering wordt een Comité Vrouwen en Wetenschap ingesteld.

Art. 3. Het Comité Vrouwen en Wetenschap heeft tot doel de evenwichtige deelneming van vrouwen en mannen aan de wetenschappelijke en academische loopbanen te bevorderen.

Art. 4. Het comité heeft als opdracht :

1° adviezen en aanbevelingen te formuleren over alle vraagstukken in verband met gelijkheid tussen vrouwen en mannen op wetenschappelijk of academisch vlak, op eigen initiatief of op aanvraag van elk lid van de Regering van de Franse Gemeenschap;

2° informatie uit te wisselen en goede praktijken te verspreiden over de universiteiten, het "F.R.S.-FNRS", de administratie zoals bepaald in artikel 1 en de ministers bevoegd voor de gelijkheid tussen vrouwen en mannen in de academische loopbanen en het wetenschappelijk onderzoek;

3° de toepassing aan te moedigen van de aanbevelingen van de Europese commissie van 11 maart 2005 betreffende het Europese Handvest voor Onderzoekers en betreffende een Gedragscode voor de Rekrutering van Onderzoekers inzake gelijkheid tussen mannen en vrouwen;

4° deel te nemen aan de bepaling van de standpunten van de delegatie van de Franse Gemeenschap bij de groep van Helsinki.

Art. 5. In het kader van zijn opdrachten, kan het Comité gespecialiseerde werkgroepen oprichten. Die werkgroepen zullen bijzondere thema's bespreken en zullen externe deskundigen, en, in voorkomend geval, de Contactpersonen Gender, vertegenwoordigers van de hogescholen of vakbonden kunnen laten deelnemen.

Afdeling 2. — Samenstelling

Art. 6. § 1. Het Comité is samengesteld als volgt :

1° elke universiteit draagt minstens twee leden voor, waarvan minstens één lid is van het academisch personeel zoals bedoeld in artikel 15, § 1, 52°, van het voormelde decreet van 7 november 2013;

2° het "F.R.S.-FNRS", draagt twee leden voor;

3° de "ARES" draagt twee leden voor die geen lid zijn van een universiteit;

4° elke directie van de administratie, zoals bepaald in artikel 1, draagt twee leden voor;

5° iedere bevoegde minister draagt één lid voor. Indien een minister bevoegd is voor verschillende van die bevoegdheden, wordt alleen één lid voorgedragen voor alle bedoelde bevoegdheden.

§ 2. De Regering benoemt de leden van het Comité op grond van de voorstellen gedaan door de in artikel 6, § 1 bedoelde instellingen.

§ 3. De in § 1, 1° tot 3° bedoelde leden, worden voor een één keer hernieuwbare periode van 4 jaar benoemd. Het mandaat van de in § 1, 5° bedoelde leden wordt bij het begin van de legislatuur hernieuwd.

Afdeling 3. — Werking

Art. 7. § 1. Het Comité stelt zijn huishoudelijk reglement vast bij meerderheid van de aanwezige leden binnen de drie maanden na de installatie ervan.

§ 2. Het huishoudelijk reglement bepaalt inzonderheid de volgende punten :

1° de aanwijzing van de voorzitter uit de leden van de universiteiten;

2° de aanwijzing van het secretariaat;

3° de voorbereiding van de vergaderingen door de voorzitter en het secretariaat;

4° het minimumaantal vergaderingen per jaar, dat niet lager dan drie kan zijn;

5° het opstellen van notulen van de debatten die bij elke vergadering plaatsvinden;

6° de wijze waarop de documenten aan de leden worden meegedeeld;

7° de procedure voor de bijeenroeping van de vergaderingen.

§ 3. Het Comité brengt de bevoegde ministers op de hoogte van zijn huishoudelijk reglement, en van elke latere wijziging ervan die het wenst aan te brengen.

Art. 8. De ARES neemt het comité in zich op. De bestuurder van de ARES of zijn vertegenwoordiger neemt er het secretariaat van waar en zorgt voor de bekendmaking van de genomen beslissingen.

Art. 9. De beslissingen, standpunten en adviezen van het Comité Vrouwen en Wetenschap worden collegiaal bij consensus bepaald.

Afdeling 4. — Slotbepaling

Art. 10. Dit decreet treedt in werking op 1 april 2016.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Brussel, 10 maart 2016.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Onderwijs, Cultuur en Kind,
J. MILQUET

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuzen en Promotie van Brussel
R. MADRANE

De Minister van Sport,
R. COLLIN

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
SIMONIS

—
Nota

Zitting 2015 - 2016 :

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, n° 241-1. — Verslag, nr. 241-2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 9 maart 2016.

**DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT
COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP**

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2016/201494]

17. DEZEMBER 2015 — Erlass der Regierung zur Aufhebung des Ministeriellen Erlasses vom 23. April 2008 zur Bezeichnung der Mitglieder des Prüfungsausschusses der Deutschsprachigen Gemeinschaft für die Aushändigung des pädagogischen Befähigungsnachweises

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 19. April 2014;

Aufgrund des Dekrets vom 28. Juni 2010 über Maßnahmen im Unterrichtswesen 2010, Artikel 115;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 23. April 2008 zur Bezeichnung der Mitglieder des Prüfungsausschusses der Deutschsprachigen Gemeinschaft für die Aushändigung des pädagogischen Befähigungsnachweises;

Auf Vorschlag des für das Unterrichtswesen zuständigen Ministers;

Nach Beratung,
Beschließt:

Artikel 1. Der Ministerielle Erlass vom 23. April 2008 zur Bezeichnung der Mitglieder des Prüfungsausschusses der Deutschsprachigen Gemeinschaft für die Aushändigung des pädagogischen Befähigungsnachweises, abgeändert durch den Ministeriellen Erlass vom 3. April 2009, wird aufgehoben.

Art. 2. Vorliegender Erlass tritt am Tag seiner Unterzeichnung in Kraft.

Art. 3. Der für das Unterrichtswesen zuständige Minister ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Eupen, den 17. Dezember 2015

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Der Ministerpräsident
O. PAASCH

Der Minister für Bildung und wissenschaftliche Forschung
H. MOLLERS